

A Decazeville la lutte continue

LES mineurs de Decazeville poursuivent leur grève avec une énergie indomptable.

Seule, la C.G.T. s'est efforcée de déclencher des grèves de solidarité qui ont été plus ou moins suivies : mouvements de vingt-quatre heures, le 17 janvier, dans les bassins du Nord et du Pas-de-Calais et le 19 janvier dans les Houillères de Lorraine. Les organisations F.O. et C.F.T.C. ont refusé d'y participer et ont insisté sur l'importance des collectes pour soutenir l'effort des mineurs de Decazeville. Le 21 janvier, à l'occasion d'une visite de « solidarité » des mineurs du Tarn, 10.000 personnes ont manifesté à Decazeville

Une décision d'action

Le 22 janvier a eu lieu à Rodez une réunion des représentants des organisations syndicales ouvrières « consultatives » et professionnelles de dix-sept départements : Aveyron, Ariège, Aude, Cantal, Corrèze, Gard, Hérault, Gers, Haute-Garonne, Lot-et-Garonne, Lot, Lozère, Puy-de-Dôme, Pyrénées-Orientales, Basses-Pyrénées, Tarn, Tarn-et-Garonne.

Les deux cents délégués présents ont confirmé leur solidarité avec les mineurs de Decazeville en grève sur le tas depuis le 19 décembre et ont décidé d'organiser pour le 26 janvier une journée d'action dans tous les départements, avec grève totale dans l'Aveyron et deux grands rassemblements à Millau et Rodez.

A la réunion de Rodez, le porte-parole du comité intersyndical des mineurs a souligné qu'à travers le conflit actuel, c'est la vie même des régions sous-développées qui est concernée, où la réduction constante de l'emploi, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, aggrave l'exode vers des régions plus privilégiées.

« Dans l'Aveyron, a-t-il précisé, 66 p. 100 de la population est âgée de plus de soixante-dix ans, 3.000 jeunes quittent le département chaque année, et depuis dix ans, dix usines ont fermé leurs portes. Les mineurs de Decazeville ont sonné le réveil des consciences de toute la région. Leur combat est le combat de tous, leur défaite sonnerait le glas des régions sous-développées. »

Bruel, secrétaire général des exploitants agricoles a, de son côté, annoncé que les paysans participeraient à la journée du 26 janvier afin que le dialogue soit repris « pour une solution de justice et d'humanité ».

Les délégués ont élevé « une protestation indignée contre le refus renouvelé du ministre de

l'Industrie et du commerce d'ouvrir une véritable négociation ». Ils ont condamné la politique charbonnière du gouvernement et constaté que « le IV^e plan gouvernemental n'envisage aucune mesure rassurante et valable pour remédier à l'appauvrissement des départements sous-développés du Sud-Ouest et du Centre.

Un fait positif

Le samedi 19, à Rodez, la conférence régionale économique du P.S.U. pour le Sud-Ouest a décidé d'organiser la lutte contre le sous-développement économique. A la suite des événements de Decazeville, les militants P.S.U. ont estimé que les problèmes posés avaient une ampleur régionale et que la fermeture des mines de Decazeville est une mesure qui en annonce d'autres. Le Sud-Ouest est une région sous-développée qui ne pourra que s'appauvrir si un plan de progression économique n'est pas établi d'urgence et si les organisations syndicales ouvrières et paysannes ne s'unissent pas pour l'imposer au gouvernement.

C'est pourquoi la régionalisation du problème a été fortement appuyée par le P.S.U. La conférence des organisations économiques et sociales du Sud-Ouest de dimanche dernier est un fait positif, malgré les confusions inévitables qu'un regroupement aussi large ne pouvait manquer de faire naître.

La journée d'action régionale décidée pour le 26 janvier doit manifester à la fois la solidarité des travailleurs ouvriers et paysans avec les mineurs de Decazeville et leur volonté de ne pas être constamment sacrifiés par un pouvoir capitaliste centralisateur.

C'est dans cet esprit que les fédérations P.S.U. du Sud-Ouest se sont réunies le 19 à Rodez, sous la présidence de Henri Longeot qui représentait le Bureau National et de Serge Mallet, membre du C.P.N. et responsable de la Commission nationale agricole.

La conférence du P. S. U. a tenu à manifester sa solidarité avec les mineurs, a précisé les bases d'un plan d'action et décidé de créer des groupes de travail qui préciseront les objectifs économiques et les moyens d'action.

Trois groupes de travail, — l'un sur l'Aveyron, le Lot, le Tarn, la Lozère et le Tarn-et-Garonne, le deuxième sur la Haute-Garonne, le Lot-et-Garonne, le Gers, l'Ariège et les Hautes-Pyrénées, le troisième sur l'Aude, l'Hérault, le Gard et les Pyrénées-Orientales — vont se mettre immédiatement au travail. Nous publions ci-dessous le texte de la résolution votée par la conférence et qui servira de base à cet important travail.

H. L.

UNE Conférence régionale économique du Parti Socialiste Unifié s'est réunie à Rodez, le 20 janvier 1962, sous la présidence de Henri Longeot, membre du Bureau national, et de Serge Mollet, membre du Comité politique national, et responsable de la Commission nationale agricole.

Elle a adopté la résolution suivante :

La Conférence économique régionale du P.S.U. réunie à Rodez, le 20-1-1962, pour analyser les problèmes posés par la crise de Decazeville,

CONSTATE la responsabilité des Pouvoirs publics qui ont laissé éclater une crise grave à Decazeville alors que l'évolution économique et énergétique la laissait prévoir depuis longtemps et aurait dû obliger le gouvernement à prendre les mesures propres à faciliter la reconversion dans le cadre d'un ensemble régional cohérent et économiquement viable,

CONDAMNE le refus du gouvernement responsable d'ouvrir la discussion avec le Comité intersyndical des mineurs,

DENONCE la centralisation politique et administrative responsable du sous-développement des départements sacrifiés et considère que la structure monolithique des Charbonnages de France est lourdement responsable de l'absence d'initiative des centres charbonniers régionaux,

AFFIRME sa solidarité avec les mineurs et la population de Decazeville qui sont actuellement les victimes irresponsables de l'imprévoyance du pouvoir,

APPELLE l'ensemble des militants et des sympathisants du P.S.U. à développer sous toutes ses formes l'action de masse pour contraindre le gouvernement à engager les pourparlers.

EXIGE qu'en aucun cas les mineurs intéressés ne soient spoliés des garanties sociales (Sécurité sociale

minière et régime de retraite, en particulier) qui découlent du contrat conclu entre le gouvernement et les salariés de la mine,

DEMANDE qu'un plan régional d'expansion économique soit d'urgence établi par le gouvernement, en accord avec les organisations professionnelles et syndicales de la région. Ce plan devra comporter une prévision annuelle de réalisation par tranches avec inscription au budget des crédits nécessaires. Il sera exécuté sous la responsabilité d'un commissaire régional au Plan et sous le contrôle des représentants des diverses couches sociales intéressées. Ce plan devra prévoir en priorité :

1°) l'organisation des moyens de communication assurant le désenclavement de la région ;

2°) la valorisation des productions locales : conditionnement ou transformation sur place des produits agricoles, organisation des circuits de commercialisation ;

3°) l'implantation de centres industriels importants, en évitant l'émiettement géographique qui est trop complaisamment favorisé par les Pouvoirs publics au détriment de l'intérêt général de la région ;

DEMANDE pour assurer le démarrage immédiat de réalisations concrètes :

1°) que le gouvernement dégage les crédits nécessaires à une première tranche de travaux d'infrastructure ;

2°) que le Parlement donne aux Charbonnages de France les moyens légaux de participer à la création d'industries nouvelles.

La Conférence régionale économique du P.S.U. a décidé également la création d'une Commission économique régionale permanente, afin de préciser un plan de développement économique de la région.